

Quelles politiques Economiques durant la crise du Covid19 ?

Daniel Mirza (Université de Tours, Laboratoire d'Economie d'Orléans)

Covid19 et impacts économiques: constats

- Politiques et médias s'intéressent aux impacts sanitaires
- Les impacts économiques peuvent être au moins aussi grave sans intervention des autorités

Mauvaise nouvelle: Nous sommes en présence d'un double choc d'offre et de demande sur une économie.

1. Choc d'offre: sur l'organisation des entreprises, l'allocation de leur ressources, le coût à payer
2. Choc de demande: sur le revenu des salariés, leur demande de biens et services et demande de biens et services des entreprises elles-mêmes

Lueur d'espoir: Contrairement à d'autres crises ou catastrophes qui confine les gens (conflits, attentats, révolutions, etc...), l'incertitude ne sera que de courte durée.

1. La crise sera passagère (on trouvera bien un virus et/ou un traitement dans les mois qui viennent)
2. Les mois d'après crise seront le moyen de rattraper l'activité qui aurait pu être produite s'il n'y avait pas eu de crise.

Quelle mesures économiques prendre pour limiter l'impact économique de l'épidémie du Covid19 (tout en limitant, dans la mesure du possible, la mobilité des gens) ?

- Ci-joint quelques préconisations au gouvernement et aux autorités monétaires
 - Ces préconisations ne sont peut-être pas toutes bonnes
 - Elles sont certainement incomplètes
 - Elles vont couter cher aux contribuables, aux banques et aux grandes entreprises
 - Mais c'est le prix à payer (ou à avancer) pour passer la crise
 - Car il y aura, du moins en partie, un effet de rattrapage dans les mois qui suivront la crise
- Je la partage dès aujourd'hui sur Twitter avec tous les économistes afin qu'ils me fassent part de leur commentaires et d'autres solutions que je pourrais rajouter.
- Cette situation doit nous interpeller, nous économistes. Je prends l'initiative ici de faire un premier tour de politiques envisageables. Je serai heureux que vous puissiez la compléter avec moi.

1 Minimiser les coûts pour les entreprises en garantissant les revenus des salariés

1. Ne pas prélever de cotisations sociales patronales pendant les mois de crises (coût pour le contribuable pouvant être financé en partie par des possibilités de cotisation majorées sur les 24 mois de l'année après passage de la crise, pour les grandes entreprises)
2. Garantir les revenus nettes des salariés (ne pas prélever de cotisations salariales s'il le faut sur les petites entreprises. Coût additionnel pour le contribuable). Les grandes entreprises peuvent, de leur côté, au nom de la solidarité nationale, faire un effort pour garantir ces revenus pendant les mois de crise.
3. Exceptionnellement, faire participer les salariés à l'effort national en prenant sur leurs jours de RTT

2 Garantir la liquidité pour les entreprises et faciliter les transactions

- 1) Garantir et faire garantir par les banques, les factures non réglées par les petites entreprises (en faisant un système d'avance d'argent, sans intérêts si remboursement, disons 6 mois après la fin de la crise, avec intérêts après 6 mois)
- 2) Garantir voire accélérer le déblocage des fonds pour les investissements de long terme pour toutes les entreprises et les administrations locales et régionales.
- 3) Augmenter le plafond du paiement sans contact par carte de débit/crédit, chez les marchands jusqu'à disons, 100 euros (permet d'accélérer les transactions, éviter les attentes et éviter de taper son code et donc réduire la propagation du virus)

3 Limiter la baisse de la demande

- 1) Pour les biens de 1ère nécessité et biens non-durables (ex : alimentations) , les consommateurs jeunes tendront (et aussi, devront être encouragées) à faire des achats en ligne. Le problème se pose pour les personnes âgées. Il est important de mettre en place un numéro vert local où les personnes âgées peuvent donner leurs listes de courses, lesquelles pouvant être assurées par des sociétés locale de transports auprès des enseignes de leur localité ou d'autres enseignes de grande distribution.
- 2) Encourager toutes les enseignes de vente de biens durables à renforcer leurs politiques de vente en ligne (avec des réductions de prix durant toute la période pandémique, le reliquat pouvant être remboursé par le gouvernement. Coût additionnel pour le contribuable)
- 3) Inciter les entreprises nationales/locales de transport de personnes dans lesquels l'Etat est actionnaire (SNCF, Air France, etc...) à échanger sans conditions tous les billets de transport pris par avance (et censés être non-remboursables/non-échangeables) . Par effet de concurrence, les autres sociétés de transports (Car-Macron) seraient aussi incitées à faire de même.

D'autres pistes sont certainement aussi envisageables

Chers Economistes, chers collègues, n'hésitez pas à m'en faire part

Le temps presse !